

Après en avoir délibéré,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** La session 1988-1990 du Conseil flamand est close.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le 15 octobre 1990.

**Art. 3.** Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 12 septembre 1990.

Le Président de l'Exécutif flamand,

G. GEENS

Le Ministre communautaire des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

L. VAN DEN BOSSCHE

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

### COMMUNAUTE FRANÇAISE

F 90 — 2482

**2 JUILLET 1990.** — Décret fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre global de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I et de type II (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

**CHAPITRE 1<sup>er</sup>.** — *Fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent chapitre s'applique à l'enseignement secondaire de plein exercice de type I, organisé ou subventionné par la Communauté. Il ne s'applique pas à l'enseignement secondaire spécial.

**Art. 2. § 1<sup>er</sup>.** Le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de plein exercice de type I est établi sur la base d'un nombre de périodes-professeur hebdomadaires par élève. Par périodes-professeur, il faut entendre le nombre de périodes consacrées hebdomadairement à l'enseignement des cours et aux autres prestations qui peuvent être reprises dans la charge du professeur, à l'exception des cours de religion ou de morale non confessionnelle.

§ 2. Le nombre de périodes-professeur par élève visé au § 1<sup>er</sup>, tel qu'il a été fixé à l'article 5, § 2, du décret du 31 mai 1989 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, reste d'application à l'avenir.

§ 3. Le nombre de périodes-professeur par élève tel que défini au § 2 est fixé séparément pour :

- a) l'enseignement secondaire professionnel des deuxième et troisième degrés;
- b) la première année B et la deuxième année de l'enseignement secondaire professionnel;
- c) l'enseignement secondaire technique et artistique de qualification des deuxième et troisième degrés;
- d) les années d'études qui ne sont pas reprises aux points a, b et c.

§ 4. Le nombre de périodes-professeur organisables par établissement est la somme des résultats, arrondis vers le bas, des multiplications des nombres de périodes-professeur par élève tels que définis au § 3, par les nombres d'élèves réguliers correspondants au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours.

§ 5. Dans chaque établissement, le nombre moyen de périodes-professeur par élève visé au § 2 est attribué aux septièmes années d'études de l'enseignement secondaire professionnel créées à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1987.

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** Pour le calcul du nombre global de périodes-professeur par élève visé à l'article 2, § 2 et § 3, dans les établissements issus d'une fusion opérée au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours, les nombres de périodes-professeur organisables lors de l'année scolaire précédente dans les établissements scolaires fusionnés sont additionnés.

Ce résultat est divisé par le nombre total d'élèves réguliers inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire précédente dans les établissements fusionnés.

§ 2. Pour le calcul du nombre de périodes-professeur par élève visé à l'article 2, § 2 et § 3, dans les établissements issus d'une scission opérée au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours, le nombre de périodes-professeur organisables dans le ou les degrés concernés lors de l'année scolaire précédente est pris en considération et divisé par le nombre d'élèves réguliers inscrits dans le ou les degrés concernés au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire précédente.

§ 3. Par fusion ou scission d'établissements, il faut entendre la fusion ou la scission dont question aux articles 30 et 33 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** Sans préjudice des dispositions du § 2, le nombre global de périodes-professeur par établissement peut être utilisé librement par le chef d'établissement après consultation du personnel directeur et enseignant, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

§ 2. En ce qui concerne la première année B et l'enseignement secondaire professionnel, le résultat des calculs, visés à l'article 2, § 3, a et b et § 4, effectués séparément pour l'ensemble de ces subdivisions de structure, doit être utilisé à concurrence de 95 p.c. au moins pour l'ensemble de ces subdivisions de structure.

(1) Session 1989-1990

Documents du conseil. — Nos 130 — n° 1 : projet de décret; n° 2 : rapport. — n° 3 : Amendements.  
Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 26 juin 1990.

**Art. 5.** Le transfert de périodes-professeur est autorisé entre les établissements d'un même centre d'enseignement tel que prévu à l'article 3, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

En deuxième ordre, le transfert de périodes-professeur entre établissements d'un même réseau, mais n'appartenant pas au même centre d'enseignement, est autorisé.

Les transferts visés ci-dessus ne peuvent être réalisés que moyennant l'accord du conseil de direction du centre d'enseignement en ce qui concerne l'enseignement de la Communauté ou des Pouvoirs Organisateurs subventionnés, et après consultation du personnel directeur et enseignant des établissements concernés, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

**Art. 6.** L'article 8, § 2, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup>, de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 438 du 11 août 1986 établissant pour l'année scolaire 1986-1987 le nombre de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de plein exercice de type I est modifié comme suit :

2<sup>o</sup>, 12 et 13, sauf pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, pour les établissements créés au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours ou en fermeture progressive et pour l'année d'études qui passe du type II au type I;

3<sup>o</sup>, 14 et 15, sauf pour les établissements créés au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours ou en fermeture progressive et pour l'année d'études qui passe du type II au type I. »

**Art. 7.** Pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, les normes de dédoublement fixées aux articles 12 et 13 de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 49 du 2 juillet 1982 restent d'application.

Le nombre de périodes-professeur résultant de ce calcul ne peut être utilisé qu'à concurrence de 98 p.c.

**Art. 8.** Pour l'année d'études qui passe du type II au type I, ainsi que pour les établissements créés au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours ou en fermeture progressive, le nombre de périodes-professeur est calculé sur la base des dispositions reprises aux articles 12 à 15 de l'arrêté royal n<sup>o</sup> 49 du 2 juillet 1982 précité.

Ce nombre de périodes-professeur ne peut être utilisé qu'à concurrence de 95 p.c.

Pour les cours de religion et de morale non confessionnelle, les dispositions de l'article 7 restent d'application.

**Art. 9.** L'Exécutif peut, pour des cas exceptionnels, accorder à chaque réseau des dérogations à concurrence d'un maximum de 0,075 p.c. du nombre global de périodes-professeur organisables lors de l'année scolaire précédente dans le réseau concerné.

**Art. 10.** Sans préjudice des dispositions de l'article 5, chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs peut prélever un maximum de 1 p.c. du nombre global de périodes-professeur organisables durant l'année scolaire précédente dans les établissements qu'il organise pour permettre un meilleur fonctionnement de certains d'entre eux.

**Art. 11.** L'Exécutif peut, par arrêté délibéré, appliquer un coefficient d'adaptation au nombre global de périodes-professeur visé à l'article 2.

#### CHAPITRE II. — *Fixant le mode de calcul et d'utilisation du nombre de périodes-professeur pour l'enseignement secondaire de type II*

**Art. 12.** Le présent chapitre s'applique à l'enseignement secondaire de plein exercice de type II organisé ou subventionné par la Communauté. Il ne s'applique pas à l'enseignement secondaire spécial ni à l'enseignement secondaire complémentaire.

**Art. 13.** § 1<sup>er</sup>. Le nombre de périodes-professeur dans l'enseignement secondaire de plein exercice de type II est établi sur la base d'un nombre de périodes-professeur hebdomadaires par élève.

Par périodes-professeur, il faut entendre le nombre de périodes consacrées hebdomadairement à l'enseignement des cours et autres prestations qui peuvent être reprises dans le charge du professeur, à l'exception des cours de religion et de morale non confessionnelle pour lesquels les normes de dédoublement et de regroupement mentionnées à l'article 17 restent d'application.

§ 2. Le nombre de périodes-professeur par élève, visé au § 1<sup>er</sup>, tel qu'il a été fixé à l'article 15, § 2, du décret du 31 mai 1989 portant des mesures urgentes en matière d'enseignement, reste d'application à l'avenir.

§ 3. Le nombre de périodes-professeur par élève tel que défini au § 2, est fixé séparément pour :

a) toutes les années d'études de l'enseignement secondaire professionnel;

b) toutes les années d'études de l'enseignement secondaire général, technique et artistique.

§ 4. Le nombre de périodes-professeur organisables par établissement est la somme des résultats, arrondis vers le bas, des multiplications des nombres de périodes-professeur par élève tels que définis au § 3, par les nombres d'élèves réguliers correspondants au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire en cours.

§ 5. Dans chaque établissement, le nombre moyen de périodes-professeur par élève visé au § 2 est attribué aux septièmes années d'études de l'enseignement secondaire professionnel, créées à partir du 1<sup>er</sup> septembre 1987.

**Art. 14.** § 1<sup>er</sup>. Pour le calcul du nombre global de périodes-professeur par élève visé à l'article 13, § 2 et § 3, dans les établissements issus d'une fusion opérée au 1<sup>er</sup> septembre de l'année scolaire en cours, les nombres de périodes-professeur organisables lors de l'année scolaire précédente dans les établissements scolaires fusionnés sont additionnés. Ce résultat est divisé par le nombre total d'élèves réguliers inscrits au 1<sup>er</sup> octobre de l'année scolaire précédente dans les établissements fusionnés.

§ 2. Par fusion d'établissements, il faut entendre la fusion dont question à l'article 30 de l'arrêté royal du 30 mars 1982 relatif aux centres d'enseignement secondaire et fixant le plan de rationalisation et de programmation de l'enseignement secondaire de plein exercice.

**Art. 15.** § 1<sup>er</sup>. Sans préjudice des dispositions du § 2, le nombre global de périodes-professeur par établissement peut être utilisé librement par le chef d'établissement après consultation du personnel directeur et enseignant, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

§ 2. En ce qui concerne l'enseignement secondaire professionnel, le résultat des calculs visés à l'article 13, § 2, § 3 et § 4, effectués séparément pour l'ensemble de cette forme d'enseignement, doit être utilisé à concurrence de 95 p.c. au moins pour cette forme d'enseignement.

**Art. 16.** Le transfert de périodes-professeur est autorisé entre les établissements d'un même centre d'enseignement tel que prévu à l'article 3, § 2, de la loi du 29 mai 1959 modifiant certaines dispositions de la législation de l'enseignement.

En deuxième ordre, le transfert de périodes-professeur entre établissements du même réseau mais n'appartenant pas au même centre d'enseignement, est autorisé.

Les transferts visés ci-dessus ne peuvent être réalisés que moyennant l'accord des pouvoirs organisateurs de l'enseignement subventionné, et après consultation du personnel directeur et enseignant des établissements concernés, à l'exception des temporaires non recrutés pour la totalité de l'année scolaire.

**Art. 17.** Ne sont pas d'application pour l'enseignement secondaire de type II, à l'exception de ce qui concerne les cours de religion et de morale non confessionnelle et la création ou la suppression d'établissements :

1° l'article 2 de l'arrêté royal du 5 août 1963 modifiant l'arrêté du Régent du 1<sup>er</sup> mars 1949 portant les conditions de création, de maintien et de suppression de classes et de sections d'études dans les établissements d'enseignement secondaire de l'Etat;

2° l'article 2, 1<sup>o</sup>, alinéa 3, à l'exception des lettres a et b et l'article 3 de l'arrêté royal du 15 décembre 1973 déterminant les normes de dédoublement et de regroupement d'années d'études dans l'enseignement technique secondaire, dans les enseignements supérieurs technique, économique, agricole, paramédical, social, pédagogique et artistique de type court, dans les enseignements supérieurs technique et agricole du deuxième degré.

**Art. 18.** Ne sont pas d'application :

- pour la septième année d'études de l'enseignement professionnel;
- pour les sections admises définitivement aux subventions :

a) l'arrêté royal du 4 mars 1954 fixant les minima de population scolaire des sections d'enseignement technique;

b) l'arrêté royal du 19 octobre 1959 portant application de l'article 24 de la loi précitée du 29 mai 1959.

**Art. 19.** L'Exécutif peut, pour des cas exceptionnels, accorder à chaque réseau des dérogations à concurrence d'un maximum de 0,075 p.c du nombre global de périodes-professeur organisables lors de l'année scolaire précédente dans le réseau concerné.

**Art. 20.** Sans préjudice des dispositions de l'article 16, chaque pouvoir organisateur ou groupe de pouvoirs organisateurs peut prélever un maximum de 1 p.c. du nombre global de périodes-professeur organisables durant l'année scolaire précédente dans les établissements qu'il organise pour permettre un meilleur fonctionnement de certains d'entre eux.

**Art. 21.** L'Exécutif peut, par arrêté délibéré, appliquer un coefficient d'adaptation au nombre global de périodes-professeur visé à l'article 13.

#### CHAPITRE III. — Dispositions finales

**Art. 22.** L'Exécutif de la Communauté française est chargé de l'exécution du présent décret.

**Art. 23.** Le présent décret produit ses effets au 1<sup>er</sup> septembre 1990.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 2 juillet 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif de la Communauté française, chargé de la Culture et de la Communication,

V. FEAUX

Le Ministre de l'Enseignement, de la Formation, du Sport, du Tourisme et des Relations internationales,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

F. GUILLAUME

—  
VERTALING

—  
FRANSE GEMEENSCHAP

N 90 — 2462

2 JULI 1990. — Decreet betreffende de berekening en de aanwending van het totaal aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I en type II (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt :

**HOOFDSTUK I. — Berekening en aanwending van het aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I**

**Artikel 1.** Dit hoofdstuk geldt voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I, georganiseerd of gesubsidieerd door de Gemeenschap. Het geldt niet voor het buitengewoon secundair onderwijs.

**Art. 2. § 1.** Het aantal lestijden-leerkracht in het secundair onderwijs met volledig leerplan van type I wordt bepaald op grond van een aantal wekelijkse lestijden-leerkracht per leerling. Onder lestijden-leerkracht verstaat men het aantal lestijden die wekelijks besteed worden aan het onderwijs van de vakken en aan de andere activiteiten die in de opdracht van de leerkracht kunnen worden opgenomen, met uitzondering van de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer.

(1) *Zitting 1989-1990*

Documenten van de Raad. — Nr. 130 — nr. 1 — ontwerp van decreet — nr. 2 — verslag — nr. 3 — amendementen.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 26 juni 1990.

§ 2. Het aantal lestijden-leerkracht, bedoeld in § 1 en bepaald in artikel 5, § 2, van het decreet van 31 mei 1989 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, blijft van toepassing.

§ 3. Het in § 2 bepaalde lestijden-leerkracht wordt afzonderlijk berekend voor :

- a) het secundair beroepsonderwijs van de 2e en de 3e graad;
- b) het 1e jaar B en het 2e jaar van het secundair beroepsonderwijs;
- c) het secundair technisch en kunstonderwijs voor de 2e en de 3e kwalificatiegraad;
- d) de leerjaren die niet bedoeld zijn in a, b en c.

§ 4. Het aantal lestijden-leerkracht die per inrichting georganiseerd kunnen worden is de som van de uitkomsten, afgerond naar onderen, van de vermenigvuldiging van het aantal lestijden-leerkracht bepaald in § 3 met het aantal overeenstemmende regelmatige leerlingen op 1 oktober van het lopende schooljaar.

§ 5. In elke inrichting wordt het gemiddeld aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in § 2, toegekend aan de 7e leerjaren van het secundair beroepsonderwijs, opgericht vanaf 1 september 1987.

Art. 3. § 1. Voor de berekening van het totaal aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in artikel 2, § 2 en § 3, in de inrichtingen ontstaan uit een samenvoeging op 1 september van het lopende schooljaar, worden de aantallen lestijden-leerkracht die in het vorige schooljaar georganiseerd konden worden in de samengevoegde scholen, samengeteld. Die som wordt gedeeld door het totaal aantal regelmatige leerlingen van de samengevoegde inrichtingen op 1 oktober van het vorige schooljaar.

§ 2. Voor de berekening van het aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in artikel 2, § 2 en § 3, in de inrichtingen ontstaan uit een splitsing, worden de aantallen lestijden-leerkracht die georganiseerd konden worden in de betrokken graad of graden in het vorige schooljaar, in aanmerking genomen en gedeeld door het aantal regelmatige leerlingen in de graden op 1 oktober van het vorige schooljaar.

§ 3. Onder samenvoeging of splitsing van inrichtingen verstaat men de samenvoeging of splitsing bedoeld in de artikelen 30 en 33 van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Art. 4. § 1. Onverminderd § 2 kan het totaal aantal lestijden-leerkracht per inrichting vrij gebruikt worden door het inrichtingshoofd na raadpleging van het bestuurs- en onderwijzend personeel, met uitzondering van de tijdelijken die niet voor geheel het schooljaar geworven zijn.

§ 2. Voor het 1e jaar B en het secundair beroepsonderwijs moet de uitkomst van de berekeningen, bedoeld in artikel 2, § 3, a en b en § 4 afzonderlijk verfricht voor die gezamenlijke structuuronderdelen, gebruikt worden naar rato van ten minste 95 pct. voor die gezamenlijke onderdelen.

Art. 5. De overdracht van lestijden-leerkracht is toegelaten tussen de inrichtingen van één scholengemeenschap, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving. In bijkomende orde is de overdracht tussen inrichtingen die tot één net, maar niet tot één scholengemeenschap behoren, toegelaten.

Die overdrachten vereisen de instemming van de directieraad van de scholengemeenschap, in het onderwijs van de Gemeenschap of van de gesubsidieerde inrichtende machten, na overleg met het bestuurs- en onderwijzend personeel van de betrokken inrichtingen, met uitzondering van de niet voor geheel het schooljaar geworven tijdelijken.

Art. 6. Artikel 8, § 2, 2<sup>o</sup> en 3<sup>o</sup>, van het koninklijk besluit nr. 438 van 11 augustus 1986 tot vastlegging voor het schooljaar 1986-1987 van het aantal uren-leerkracht voor het secundair onderwijs van het type I met volledig leerplan, wordt gewijzigd als volgt :

« 2<sup>o</sup>, 12 en 13, behalve voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer, voor de inrichtingen die op 1 september van het lopende schooljaar opgericht of afgebouwd worden en voor het leerjaar dat van type II naar type I overgaat;

3<sup>o</sup>, 14 en 15, behalve voor de inrichtingen die op 1 september 1989 opgericht of afgebouwd worden en voor het leerjaar dat van type II naar type I overgaat. »

Art. 7. Voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer blijven de splitsingsnormen van de artikelen 12 en 13 van het koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982 gelden. Het aantal lestijden-leerkracht ten gevolge van die berekening mag maar naar rato van 98 Pct. gebruikt worden.

Art. 8. Voor het leerjaar dat van type II naar type I overgaat en voor de inrichtingen die op 1 september van het lopende schooljaar opgericht of afgebouwd worden, wordt het aantal lestijden-leerkracht berekend volgens de artikelen 12 tot 15 van voormeld koninklijk besluit nr. 49 van 2 juli 1982.

Dat aantal mag maar naar rato van 95 pct. gebruikt worden. Voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer blijft artikel 7 gelden.

Art. 9. De Executieve kan aan elk net afwijkingen toestaan tot een maximum van 0,075 pct. van het totaal aantal lestijden-leerkracht die georganiseerd konden worden in het vorige schooljaar, om te voorzien in uitzonderlijke gevallen.

Art. 10. Onverminderd artikel 5 kan elk inrichtende macht of groep van inrichtende machten ten hoogste 1 pct. van het totaal aantal lestijden-leerkracht die in het vorige schooljaar georganiseerd konden worden in haar inrichtingen opnemen om de werking van sommige van die inrichtingen te verbeteren.

Art. 11. Bij overlegd besluit kan de Executieve een aanpassingscoëfficiënt toepassen op het totaal aantal lestijden-leerkracht bedoeld in artikel 2.

## HOOFDSTUK II. — Berekening en aanwending van het aantal lestijden-leerkracht voor het secundair onderwijs van type II

Art. 12. Dit hoofdstuk geldt voor het secundair onderwijs met volledig leerplan van type II, georganiseerd of gesubsidieerd door de Gemeenschap. Het geldt niet voor het buitengewoon secundair onderwijs noch voor het aanvullend secundair onderwijs.

Art. 13. § 1. Het aantal lestijden-leerkracht in het secundair onderwijs met volledig leerplan van type II wordt bepaald of grond van een aantal wekelijkse lestijden-leerkracht per leerling. Onder lestijden-leerkracht verstaat men het aantal lestijden die wekelijks besteed worden aan het onderwijs van de vakken en aan de andere activiteiten die in de opdracht van de leerkracht kunnen worden genomen, met uitzondering van de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer waarvoor de splitsings- en hergroeperingsnormen van artikel 17 blijven gelden.

§ 2. Het aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in § 1 en bepaald in artikel 5, § 2 van het decreet van 31 mei 1989 houdende dringende maatregelen inzake onderwijs, blijft van toepassing.

§ 3. Het in § 2 bepaalde aantal lestijden-leerkracht wordt afzonderlijk berekend voor :

- a) alle leerjaren van het secundair beroepsonderwijs;
- a) alle leerjaren van het algemeen vormend secundair onderwijs, van het secundair technisch en kunstonderwijs.

§ 4. Het aantal lestijden-leerkracht die per inrichting georganiseerd kunnen worden is de som van de uitkomsten, afgerond naar onderen, van de vermenigvuldiging van het aantal lestijden-leerkracht bepaald in § 3 met het aantal overeenstemmende regelmatige leerlingen op 1 oktober van het lopende schooljaar.

§ 5. In elke inrichting wordt het gemiddeld aantal lestijden-leerkracht per leerling, bedoeld in § 2, toegekend aan de 7e leerjaren van het secundair beroepsonderwijs, opgericht vanaf 1 september 1987.

Art. 14. § 1. Voor de berekening van het totaal aantal lestijden-leerkracht per leerling bedoeld in artikel 15, § 2 en § 3, in de inrichtingen ontstaan uit een samenvoeging op 1 september van het lopende schooljaar, worden de aantallen lestijden-leerkracht die in het vorige schooljaar georganiseerd konden worden in de samengevoegde scholen, samengeteld. Die som wordt gedeeld door het totaal aantal regelmatige leerlingen van de samengevoegde inrichtingen op 1 oktober van het vorige schooljaar.

§ 2. Onder samenvoeging van inrichtingen verstaat men de samenvoeging, bedoeld in artikel 30 van het koninklijk besluit van 30 maart 1982 betreffende de scholengemeenschappen voor secundair onderwijs en houdende het rationalisatie- en programmatieplan van het secundair onderwijs met volledig leerplan.

Art. 15. § 1. Onverminderd § 2 kan het totaal aantal lestijden-leerkracht per inrichting vrij gebruikt worden door het inrichtingshoofd na raadpleging van het bestuurs- en onderwijzend personeel, met uitzondering van de tijdelijken die niet voor geheel het schooljaar aangeworven zijn.

§ 2. Voor het secundair beroepsonderwijs moet de uitkomst van de berekeningen bedoeld in artikel 13, § 2, § 3 en § 4, afzonderlijk verricht voor die onderwijsvorm, gebruikt worden naar rato van ten minste 95 pct. voor die onderwijsvorm.

Art. 16. De overdracht van lestijden-leerkracht is toegelaten tussen de inrichtingen van één scholengemeenschap behoren, zoals bedoeld in artikel 3, § 2, van de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving.

In bijkomende orde is de overdracht tussen inrichtingen die tot één net, maar niet tot één scholengemeenschap behoren, toegelaten.

Die overdrachten vereisen de instemming van de inrichtende machten van het gesubsidieerd onderwijs, na overleg met het bestuurs- en onderwijzend personeel van de betrokken inrichtingen, met uitzondering van de niet voor geheel het schooljaar aangeworven tijdelijken.

Art. 17. Tijdens het schooljaar 1989-1990 zijn onderstaande teksten niet toepasselijk op het secundair onderwijs van type II, behalve voor de lessen godsdienst en niet-confessionele zedenleer en de oprichting of afschaffing van inrichtingen :

1<sup>o</sup> artikel 2 van het koninklijk besluit van 5 augustus 1963 tot wijziging van het besluit van de Regent van 1 maart 1949 houdende de voorwaarden voor de oprichting, de instandhouding en de afschaffing van klassen en studieafdelingen in de rijksinrichtingen voor secundair onderwijs;

2<sup>o</sup> artikel 2, 1<sup>o</sup>, 3e lid, behalve littera a en b en artikel 3 van het koninklijk besluit van 15 december 1973 houdende bepaling van splitsings- en hergroeperingsnormen van studiejaar in het secundair technisch onderwijs, in het hoger technisch, economisch, agrarisch, paramedisch, sociaal, pedagogisch en kunstonderwijs van het korte type, in het hoger technisch en agrarisch onderwijs van de 2e graad.

Art. 18. a) het koninklijk besluit van 4 maart 1954 tot vaststelling van de schoolbevolkingsminima in de afdelingen voor technisch onderwijs;

b) het koninklijk besluit van 19 oktober 1959 houdende toepassing van artikel 24 van voormelde wet van 29 mei 1959, zijn niet toepasselijk op :

- het 7e leerjaar beroepsonderwijs;
- afdelingen die definitief in de toelageregeling openoent.

Art. 19. De Executieve kan aan elk net afwijkingen toestaan tot een maximum van 0,075 pct. van het totaal lestijden-leerkracht die georganiseerd konden worden in het vorige schooljaar, om te voorzien in uitzonderlijke gevallen.

Art. 20. Onverminderd artikel 16 kan elke inrichtende macht of groep van inrichtende machten ten hoogste 1 pct. van het totaal aantal lestijden-leerkracht die in het vorige schooljaar georganiseerd konden worden in haar inrichtingen, opnemen om de werking van sommige van die inrichtingen te verbeteren.

Art. 21. Bij overlegd besluit kan de Executieve een aanpassingscoëfficiënt toepassen op het totaal aantal lestijden-leerkracht bedoeld in artikel 13.

#### HOOFDSTUK III. — Slotbepalingen

Art. 22. De Executieve van de Franse Gemeenschap is belast met de uitvoering van dit decreet.

Art. 23. Dit decreet heeft uitwerking op 1 september 1990.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 2 juli 1990.

De Minister-Voorzitter van de Executieve van de Franse Gemeenschap, belast met Cultuur en Communicatie,

V. FEAUX

De Minister van Onderwijs, Vorming, Sport, Toerisme en Internationale betrekkingen,

J.-P. GRAFE

De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,

Y. YLIEFF

De Minister van Sociale Zaken en Gezondheid,

F. GUILLAUME